

Décès d'une assistante de vie scolaire.

Personnels et enseignants de l'Eure manifestent à Rouen

Mercredi, à l'appel du Syndicat National Force Ouvrière des Lycées et Collèges de l'Eure, personnels et enseignants ont manifesté à Rouen pour partager leur colère et leur effroi après la mort d'une assistante d'éducation du collège Françoise-Dolto de Nogent en Haute-Marne.

« **Comme tous les personnels, la FNEC-FP FO27 est sous le choc de l'assassinat de sa collègue assistante d'éducation du collège Françoise-Dolto de Nogent en Haute-Marne. La FNEC-FP FO27 partage son effroi et sa colère** » a communiqué le syndicat avant de se rendre à Rouen.

Effroi, car « **Mélanie est décédée alors qu'elle participait devant son collège à une opération de contrôle aléatoire des cartables vers 8 h 15 avec des gendarmes** » souligne la FNEC-FP FO27 en rappelant que Mélanie est décédée en exerçant ses fonctions de surveillante, « **c'est-à-dire en étant exposée au quotidien, comme tous les personnels de vie scolaire, à de multiples agressions** ».

Colère, car ces agressions sont banalisées. « **Combien de protections fonctionnelles ont été accordées aux assistants d'éducation agressés? Combien d'agressions d'assistants d'éducation ont donné lieu à des sanctions?** » poursuit l'organisation syndicale avant de s'interroger sur les circonstances de ce drame. « **Pourquoi Mélanie a-t-elle été associée à cette opération de fouille de cartables alors que seuls les officiers de police judiciaire sont habilités à effectuer de tels contrôles? Pourquoi avoir organisé ces opérations 'coup de poing' décidées et annoncées à grand renfort de communication par la ministre Élisabeth Borne?** »

La FNEC-FP FO27 a alerté à de multiples reprises sur ces opérations qui exposaient les personnels et n'avaient aucun effet à long terme puisqu'elles ne sauraient remplacer le recrutement de personnels de vie scolaire en nombre suffisant. « **Les CPE et les assistants d'éducation ont largement fait savoir qu'ils refusaient d'être transformés en officiers de police judiciaire** ».

Et de rappeler que les personnels et les syndicats alertent depuis des mois sur la dégradation de la santé scolaire qui ne permet plus de prendre en charge les élèves qui souffrent de troubles du comportement.

« Partout, les écoles, les établissements manquent d'enseignants, d'AED, de CPE, d'AESH, de Psy-EN, d'infirmières, d'assistantes sociales, de médecins scolaires et... Ce ne sont pas des opérations 'coup de poing' et une réponse uniquement sécuritaire que réclament les personnels, ce sont des moyens humains, des créations de postes pour assurer un encadrement éducatif, social et médical de qualité ».